



Les **GREAM** Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 54_1

" Réfléchir à changer "

Octobre – Décembre 2015

Mali



Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit

Massa COULIBALY

Table des matières

Résumé	1
Introduction	4
1. Causes du conflit	5
1.1. Un éventail de raisons.....	5
1.2. Trafic de drogue.....	6
2. Effets du conflit	8
2.1. Des rançonneurs	8
2.2. Déplacement de populations.....	9
2.4. La violence en politique	17
3. Comment s'en sortir.....	20
3.1. Problématique de la gouvernance.....	20
3.2. Options de résolution du conflit	22
3.3. Chances de paix	23
Conclusions	25

Résumé

Dans l'enquête Afrobaromètre de décembre 2012, les maliens mettaient en avant comme étant les premières causes, de la grave crise sociopolitique que traversait leur pays, le manque de patriotisme des dirigeants et la faiblesse de l'Etat. En ce temps, la plupart des maliens avaient perdu confiance en la classe politique et en les politiciens. Une année plus tard, cependant, une enquête Afrobaromètre de suivi (décembre 2013) révèle que les terroristes étrangers et la corruption sont plutôt les deux premières causes du conflit et de l'occupation du Nord.

Le changement de perceptions sur cette question en l'espace d'une année s'explique par le changement dans la nature et l'amplitude de la crise. La crise est passée de l'occupation des deux tiers du territoire à la guerre en passant par l'intensification du radicalisme dans la gestion par les occupants des zones occupées et la multiplication de leurs actes d'interdiction et de punition. Ensuite, le changement de perceptions s'explique aussi par l'organisation pacifique d'élections présidentielles et législatives avec des taux record de participation du citoyen malien à de telles opérations depuis l'avènement de la démocratie en 1992, plus de 50% aux présidentielles et un peu moins de 50% aux législatives. Ces élections jugées libres et honnêtes expliquent à leur tour que la nécessité de recourir à la violence pour une bonne cause soit perçue par un malien sur cinq contre près d'un malien sur trois, un an auparavant.

Un des défis majeurs de la gouvernance au Mali demeure le maintien et l'approfondissement de la confiance entre les maliens et leur classe dirigeante. Pour ce faire, les mesures de perceptions des populations aident à traquer la volonté populaire et à mettre la politique au service de cette volonté et non l'inverse.

Les principales perceptions populaires issues de l'enquête Afrobaromètre de décembre 2013 peuvent être ainsi résumées:

- Les trois raisons principales d'occupation et de conflit du Nord sont les terroristes étrangers, la corruption et la convoitise des ressources naturelles. Toutefois, dans les zones jadis occupées, la faiblesse de l'Etat le dispute à la convoitise des ressources naturelles

- Pour l'écrasante majorité des maliens, les rebelles et les islamistes figurent au premier rang des acteurs présumés impliqués dans le trafic de drogue, au côté du crime organisé transnational
- Le conflit du nord a entraîné un déplacement interne de population d'environ 6% avec 3% déjà de retour au bercail, 2% avec intention d'y retourner et 1% sans cette intention. Ce phénomène touche proportionnellement un peu plus les urbains, les femmes et les moins de 25 ans ou les 35-44 ans
- Au total, près d'un malien sur trois aura été affecté, personnellement ou à travers un membre de famille, par les événements récents d'occupation et de conflit du Nord, d'une des multiples façons dont l'on a pu être affecté, de l'expulsion de son domicile à la mort en passant par la punition selon la charia ou les agressions physiques en tout genre
- Pour la très grande majorité des maliens (de 86% à 95%), trois options majeures aideraient à résoudre le conflit, à savoir l'éducation civique, la justice et un Etat fort
- Pour près de deux maliens sur trois, il est probable que la signature d'un nouvel accord soit la base d'une paix durable au Mali.

Il faut rappeler que Afrobaromètre est un réseau de recherche africain en sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur les questions clés politiques, sociales et économiques. Les données sont obtenues par entretiens en face-à-face dans les langues officielles et nationales avec des échantillons représentatifs¹ des citoyens africains âgés de 18 ans et plus. Dans son round 5, y compris l'enquête de décembre 2012 du Mali, plus de 50'000 citoyens avaient été enquêtés dans 34 pays africains. Le présent rapport est basé sur un round spécifique R5.5 sur "Démocratie, gouvernance et réconciliation nationale au Mali" avec les enquêtes de terrain menées du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de $\pm 2\%$ à un niveau de confiance d'au moins 95%.

L'échantillon pour cette enquête était assez particulier. Pour un total de 2'486 observations, il comprenait trois composantes:

¹ Voir <http://www.afrobarometer.org/survey-and-methods/sampling-principles>

1. un échantillon probabiliste national stratifié pour couvrir les milieux urbain et rural de toutes les 9 régions administratives dans leurs proportions corrigées (n=2'067). A la différence de l'échantillon de 2012, l'échantillon national de 2013 inclut non seulement les zones hier non occupées mais aussi les zones jadis occupées, essentiellement les régions du Nord. Dans ce rapport, les répondants du précédent groupe sont ceux des SE (sections d'énumération) non occupées et ceux du dernier les SE occupées
2. un sur-échantillon dans le Nord pour compenser le fait que ces régions constituent moins de 10% de la population du pays. Ce sur-échantillon (n=200), aussi sélectionné aléatoirement, fournit suffisamment d'observations pour accroître la fiabilité des généralisations sur les seules trois régions du Nord
3. un sur-échantillon de personnes déplacées internes (IDP – Internal displaced persons). Les IDP sont identifiés par la question suivante du questionnaire "Êtes-vous, ou avez-vous été déplacé de votre maison à cause des évènements récents d'occupation et de conflit du Nord". Cette procédure a généré 396 IDP dont 257 (65%) au Sud et 139 (35%) au Nord. Parmi ceux-ci, 118 (soit 30%) avaient été identifiés aléatoirement dans l'échantillon national²

² Etant donné un échantillon aléatoire national de 2'067 de taille (en excluant le sur-échantillon du Nord), 118 IDP constituent 5.7% de la population du Mali. Le pays compte environ 15.98 millions d'habitants en juillet 2013 dont 43% (soit 6.88 millions) âgés de 18 ans et plus. Ces chiffres conduisent à une estimation de 392'000 populations déplacées, ce qui représente une approximation raisonnable de 350'000 estimée par le Haut conseil aux réfugiés des Nations unies comme étant la population IDP en juin 2013

Introduction

Du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobaromètre au titre d'un round spécial pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "Démocratie, gouvernance et réconciliation nationale". L'enquête a touché au total 2486 individus âgés de 18 ans et plus dont 200 dans un sur-échantillon dans les 3 régions du Nord et 219 autres individus tous déplacés internes dans les régions de Koulikoro, Ségou, Sikasso et Bamako. Sur l'échantillon global, 450 personnes enquêtées (soit 18% du total) proviennent des zones hier sous occupation jihadiste et rebelle, zones qui n'avaient pu être enquêtées en 2012 lors du round normal des enquêtes Afrobaromètre. Ces zones sont constituées des 3 régions du Nord plus le cercle de Douentza dans la région de Mopti ainsi qu'une partie des cercles de Niono (région de Ségou) et de Mopti.

Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans la population du pays des 2267 répondants dont 200 supplémentaires des 3 régions du Nord. Ces perceptions ont plus précisément trait aux causes et conséquences des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, perceptions que le rapport compare ensuite aux causes de la crise sociopolitique de 2012 dans le pays. Il est aussi fait mention du rôle de la violence en politique ainsi que des voies et moyens de sortie de l'enlisement pour une paix durable au Mali.

1. Causes du conflit

Les causes du conflit sont relativement nombreuses, allant de l'arrivée de terroristes étrangers sur le sol national au coup d'Etat militaire en passant par la corruption, l'incompétence ou le manque de patriotisme des dirigeants maliens, etc. A ces raisons s'ajoute sans doute le trafic de drogue dont sont soupçonnés les rebelles et groupes islamistes ainsi que des étrangers voire le crime organisé transnational.

1.1. Un éventail de raisons

En décembre 2012 quand on interrogeait les maliens sur les causes de la crise que le pays traversait, ils plaçaient en tête de celles-ci le manque de patriotisme des dirigeants, la faiblesse de l'Etat, les terroristes étrangers et l'incompétence de la classe politique, quatre raisons qui comptaient pour plus des deux tiers de l'ensemble des causes évoquées (68% plus précisément). Quand on sait que les terroristes étrangers comptaient pour seulement 11%, on s'aperçoit que les trois raisons principales étaient d'ordre interne, pour 57% au total, avec 67% pour les répondants à l'enquête de Ségou et 69% ceux de Sikasso.

Lorsqu'on a posé la même question en décembre 2013, au sortir donc de l'occupation des deux tiers du territoire national, les terroristes étrangers étaient de loin la première cause des évènements d'occupation et de conflit du Nord. Le manque de patriotisme des dirigeants était relégué au cinquième rang, supplanté donc par la corruption, la convoitise des ressources naturelles et la faiblesse de l'Etat. Il faut noter que cette classification souffre de quelques effets régionaux sauf que quelle que soit la région, les terroristes étrangers restent perçus comme étant la première cause d'occupation et de conflit du Nord ne souffrant d'aucun effet régional

Sur les 9 raisons évoquées, le manque de développement du Nord se classe 8^{ème}, juste avant le coup d'Etat qui occupe la dernière place, sauf dans les régions directement concernées où il occupe les 4^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} place respectivement à Tombouctou, Gao et Kidal. Pour l'ensemble des zones occupées par les groupes armés, rebelles et islamistes, cette raison se hisse à la 4^{ème} place. De même, la convoitise

des ressources naturelles est perçue comme 3^{ème} raison du conflit contre une modeste position de 6^{ème} rang dans les zones jadis occupées.

Tableau 1. Raisons de l'occupation et du conflit du Nord par zone d'occupation (en rang)

	2012	2013		
		Non occupée	Occupée	Total
Terroristes étrangers	3	1	1	1
Corruption	9	2	2	2
Convoitise des ressources naturelles	5	3	6	3
Faiblesse de l'Etat	2	4	3	4
Manque de patriotisme des dirigeants	1	5	7	5
Complaisance de l'administration	8	6	8	6
Incompétence de la classe politique	4	7	9	7
Manque de développement du Nord	7	8	4	8
Coup d'Etat	6	9	5	9

1.2. Trafic de drogue

Il a toujours été dit que le trafic de drogue était une des causes majeures de la crise du Nord et donc de l'occupation et du conflit armé. Des études (GREAT, 2013³) ont aussi révélé que de façon générale, le trafic en tout genre était l'enjeu fondamental entre tous les acteurs intervenant dans la bande sahélo-saharienne, trafic de drogue, d'armes, de cigarettes, etc. Parmi les auteurs les plus impliqués dans ce trafic, figurent en tête les rebelles, le crime organisé transnational et les groupes islamiques. A Gao et Kidal, les premiers incriminés sont les rebelles et les islamistes, justement les deux occupants de ce territoire du septentrion, avec les scores les plus élevés possibles, 96% chacun. Cela doit être considéré comme une révélation du vécu et non comme une simple perception. Dans deux autres régions du pays, en l'occurrence Kayes et Sikasso, ces deux groupes (rebelles et islamistes) sont perçus comme étant les deux plus importants trafiquants de drogue.

³ Les GREAT Cahiers n°46: Conflit et gouvernance de la sécurité au Mali – Analyse des jeux d'acteurs, octobre – décembre

Une différence significative entre Kidal et les deux autres régions du Nord, voire avec tout le reste du pays, est le score nettement plus élevé à Kidal que partout ailleurs de l'implication des organes publics comme la douane (61% à Kidal contre 29% à Gao et 5% à Tombouctou), les militaires maliens (22% contre 3% chacune des deux autres régions du Nord) et les élus locaux (28% contre 6% respectivement 2%). N'est-ce pas là aussi une autre révélation du vécu des populations de cette région et non une simple perception?

Tableau 2. Acteurs présumés impliqués dans le trafic de drogue par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Rebelles	82	89	85	86	84	70	73	96	81	84
Crime organisé transnational	75	78	57	82	79	63	70	70	60	71
Groupes islamiques	80	59	63	46	55	54	73	96	59	61
Etrangers	40	37	48	41	41	20	24	39	32	39
Douane	23	26	31	38	17	5	29	61	28	28
Officiels de l'Etat	14	16	24	26	15	3	9	24	16	18
Militaires étrangers	16	10	25	18	20	6	12	14	14	17
Police	18	14	18	20	14	2	11	29	18	17
Militaires maliens	13	9	24	14	14	3	3	22	9	14
Elus locaux	10	5	16	13	7	2	6	28	5	10
Humanitaires	5	7	13	16	5	1	1	4	6	8

2. Effets du conflit

Le conflit du Nord ne saurait être étranger au paiement de rançons à des gens puissants, au déplacement de populations et aux multiples formes de punition et d'abus imposées aux résidents des zones occupées voire au-delà. De même, c'est sous l'occupation en 2012 que l'usage de la violence pour une bonne cause est apparue comme une nécessité pour la plus grande proportion de maliens, proportion jamais atteinte dans les rounds précédents ni même dans le round spécial de 2013.

2.1. Des rançonneurs

La crise du Mali a mis à nu la question lancinante de la sécurité des personnes et de leurs biens. Aussi, déjà en 2012, 4% des maliens âgés de 18 ans et plus déclaraient que des gens de leurs quartiers payaient de l'argent à des gens puissants pour leur protection et celle de leurs biens, pourcentage qui est resté le même en 2013. Cette pratique de paiement de rançons ne se différencie ni par religion, ni par éducation, sexe, âge ou milieu de résidence. Elle est finalement une des raisons du conflit puisqu'en 2013, les proportions sont encore plus importants dans les régions jadis sous occupation, jusqu'à 27% à Kidal et 11% à Gao pour 12% dans l'ensemble des zones occupées.

Tableau 3. *Des gens puissants font payer de l'argent aux gens de votre quartier, par occupation (en %)*

	Non occupée	Occupée				Total	
		Total	Mopti	Tombouctou	Gao Kidal		
Jamais	98	88	95	95	89	74	96
Une fois seulement	1	5	2	3	2	10	2
Quelques fois	1	4	3	2	5	9	1
Souvent		3	1		4	8	1

En 2012, l'enquête avait révélé les mêmes proportions indiquant que rien n'a changé avec l'occupation et le conflit du Nord. Du coup, les rançons sont plus une conséquence qu'une cause de ces événements.

2.2. Déplacement de populations

Une des conséquences les plus visibles et les plus médiatisées est le déplacement de populations, qu'elles soient réfugiées dans les pays voisins ou déplacées internes dans leurs régions d'origine ou ailleurs dans le pays. L'enquête n'a pu traquer que cette deuxième catégorie de déplacés (IDP). Ainsi, 6% des personnes interrogées à l'intérieur du pays déclarent avoir été ou être encore déplacées dont près de la moitié déjà de retour dans leurs localités d'origine. Seules les régions de Kayes et de Sikasso n'auront enregistré aucun ressortissant déplacé. L'enregistrement de cas de déplacés dans la région de Koulikoro s'explique par son voisinage avec la Mauritanie dont la frontière était une véritable passoire pour rebelles et autres jihadistes opérant le long des frontières. Sans commune mesure, le phénomène de déplacement de populations a surtout touché les régions du Nord avec en tête Tombouctou (35% de sa population des 18 ans et plus) suivie de Kidal (34%) et de Gao (22%).

Tableau 4. Avoir été ou être encore déplacé par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Déplacé dont	0.0	4.1	0.0	4.3	3.5	35.2	22.4	34.2	7.0	5.9
de retour	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	33.4	20.1	24.4	0.0	2.7
avec intention de retour	0.0	2.5	0.0	3.2	2.6	1.5	1.4	9.8	5.3	2.5
sans intention de retour	0.0	1.6	0.0	1.1	0.3	0.3	0.9	0.0	1.7	0.7

Une des particularités des déplacés de Kidal est qu'ils proviennent tous de cette région même c'est-à-dire que personne en provenance d'autre région ne s'est réfugié à Kidal. Ceux des deux autres régions du Nord proviennent majoritairement des mêmes régions mais pas exclusivement. Koulikoro et Bamako sont les seules régions qui abritent des déplacés de toutes les régions d'origine. Des déplacés de Kidal ont pu trouver refuge à Koulikoro, Ségou, Tombouctou et bien sûr Kidal même.

Tableau 5. Région d'origine du déplacé par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Mopti	.0	.6	.0	.0	1.4	.0	.0	.0	.8	.4
Tombouctou	.0	1.1	.0	2.7	1.1	34.6	.3	.0	3.3	2.9
Gao	.0	1.8	.0	1.1	1.0	.3	22.1	.0	2.5	1.1
Kidal	.0	.6	.0	.5	.0	.3	.0	34.2	.4	1.5

Au regard des principales caractéristiques sociodémographiques, il apparaît que les IDP ont plutôt un profil d'urbain, de femme avec un âge compris entre 18 et 24 ans ou entre 35 et 44 ans. Ils proviennent pour l'essentiel des zones occupées lors du conflit et de l'occupation du Nord.

Tableau 6. Avoir été ou être encore déplacé par caractéristiques sociodémographiques (en %)

	Urbain	Femme	18-24 ans	35-44 ans	Zones occupée	Total
Déplacé dont	8.8	6.6	7.9	6.7	25.0	5.9
de retour	1.4	2.7	2.7	3.0	21.4	2.7
avec intention de retour	5.7	3.0	4.1	2.9	3.5	2.5
sans intention retour	1.6	.9	1.0	.7	.2	.7

Les principales régions d'origines des déplacés demeurent Tombouctou et Kidal. Mais au regard des seuls urbains, Gao et Mopti supplantent Kidal. Tout comme Gao supplante Kidal pour les déplacés âgés de moins de 25 ans.

Tableau 7. Région d'origine du déplacé par caractéristiques sociodémographiques (en %)

	Urbain	Femme	18-24 ans	35-44 ans	Zones occupée	Total
Mopti	1.0	.6	.5	.4	.6	.4
Tombouctou	4.2	3.0	4.2	2.0	13.3	2.9
Gao	2.8	1.3	2.4	.8	1.0	1.1
Kidal	.8	1.7	.8	3.5	10.2	1.5

2.3. Séquelles visibles

Il ressort des données de l'enquête qu'au total, 19% des personnes interrogées ont été personnellement affectées d'une manière ou d'une autre par les événements récents d'occupation et de conflit du Nord, 25% à travers un membre de leurs familles et 29% dans un cas ou dans l'autre (i.e. personnellement ou à travers un membre de la famille). Pour l'ensemble des zones occupées, ces pourcentages sont respectivement de 60, 69 et 72% contre seulement 13, 19 et 23% dans les zones non occupées. Dans les régions du Nord, Kidal aura été la région la plus touchée en terme de proportion de population affectée d'une manière ou d'une autre par le conflit. De l'autre côté, Gao est la seule région où il y a proportionnellement plus de gens affectés directement par le conflit que par d'autres membres de leurs familles.

Tableau 8. Personnellement affectée ou par un membre de la famille par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Personnellement	5	11	9	6	31	63	79	88	17	19
Famille	10	15	10	14	44	75	64	91	30	25
Personnellement ou famille	13	18	18	14	48	81	80	91	32	29

Il n'y a pas d'effet genre significatif dans l'affection des personnes par les événements d'occupation et de conflit au Nord. Par contre, les urbains le sont plus que les ruraux et les niveaux d'éducation secondaire et supérieur plus que les autres ainsi que les personnes dont l'ethnicité est "se sentir uniquement malien" comparativement aux autres.

Tableau 8. Personnellement affectée ou par un membre de la famille par caractéristiques (en %)

	Urbain	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Se sentir uniquement malien	Total
Personnellement	20	23	18	21	19
Famille	33	31	35	30	25
Personnellement ou famille	36	34	39	34	29

Quand on regarde les différentes formes d'affectation des uns et des autres, 6 reviennent le plus fréquemment pour l'ensemble des personnes interrogées sans distinction de leurs localisations respectives. Ce sont la destruction ou fermeture d'affaires, la perte d'emploi, la prise en charge de déplacés, le changement d'occupation, assister à des tueries ou blessures, l'intimidation ou la menace, pour ce qui est des personnes directement affectées. Cet ordre ne change pas (à la seule exception de la prise en charge de déplacés qui est relégué au 6^{ème} rang) même quand on ne s'intéresse qu'aux personnes interrogées dans des zones jadis sous occupation jihadiste et rebelle, ce qui change c'est l'amplitude des proportions qui passe au moins du simple au triple. L'ordre ne change pas non plus selon le genre, en tout cas pas significativement. Au demeurant, les femmes semblent avoir souffert proportionnellement plus que les hommes des abandons ou expulsions de maisons.

En regardant certaines formes particulières d'affectation, il ressort que Gao a connu les plus forts taux de punitions selon la charia (15% ici contre 1% dans tout le pays et 2.5% dans l'ensemble des zones occupées) et de harcèlement sexuel ou viol (3.1% contre 0.2% respectivement 0.5%). De même, Tombouctou enregistre la plus forte prévalence en matière de tortures, pour 5% contre moins de 1% au total ou encore 3% dans les seules zones occupées.

Tableau 9. Avoir été affecté personnellement d'une des manières suivantes par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Destruction ou fermeture de vos affaires	.0	8.2	8.0	3.8	18.0	33.9	46.7	58.7	7.3	11.0
Perte d'emploi	.0	3.5	.0	3.1	11.3	35.0	24.2	43.0	5.0	6.8
Prendre en charge des déplacés dans votre maison	4.8	3.8	1.7	4.0	11.0	12.5	6.5	22.3	9.5	6.6
Changer d'occupation à cause du conflit	.0	1.6	.0	3.7	6.0	21.1	35.2	63.6	3.7	5.8
Témoin de blessures ou tueries	.0	2.5	.0	2.1	4.3	18.4	56.9	58.1	5.7	5.5
Intimidation ou menace	.0	2.3	.0	2.5	5.2	24.5	54.8	46.2	4.5	5.3
Abandon de maison pour d'autres lieux reste Mali	.0	4.1	.0	4.7	2.9	22.7	13.3	8.7	7.4	4.4
Domage sur votre propriété	.0	2.2	.0	2.4	3.1	13.1	8.8	8.7	5.2	2.9
Destruction de votre maison	.0	.7	.0	2.1	.8	11.3	5.3	20.1	2.0	2.2
Abandon de maison pour d'autres lieux au Nord	.0	.0	.0	.4	1.4	10.9	8.1	24.4	1.3	1.9
Expulsion de votre maison	.0	.3	.0	1.3	.6	7.5	5.4	13.6	1.8	1.5
Agression physique	.0	.7	.0	1.2	.4	6.4	7.4	10.4	.7	1.2
Punition selon la charia	.0	.3	.0	.7	2.6	4.9	14.8	.0	1.3	1.0
Abandon de maison pour d'autres lieux hors Mali	.0	.0	.1	.4	1.0	6.6	3.6	3.8	1.1	.9
Tortures	.0	.4	.0	.7	.0	4.8	2.8	2.7	.5	.6
Emprisonnement	.0	.3	.0	.4	.0	1.2	2.5	.0	.3	.2
Harcèlement sexuel/viol	.0	.0	.0	.7	.0	1.0	3.1	.0	.0	.2

S'agissant des personnes qui déclarent que des membres de leurs familles ont été affectés d'une manière ou d'une autre par les évènements d'occupation et de conflit du Nord, elles mettent en avant les mêmes 6 formes d'affectation que pour les personnes directement affectées personnellement. Les régions les plus concernées sont celles du Nord ainsi que Mopti. Il faut signaler que 6% des répondants déclarent que des membres de leurs familles sont morts des suites de l'occupation et du conflit, taux qui est de 26% à Kidal, 16% à Tombouctou et 8% à Gao et Mopti chacune. La prévalence de la punition de membres de famille selon la charia est de 23% à Tombouctou et 21% à Kidal contre 14% à Tombouctou respectivement Mopti. L'agression physique et la torture ont été les plus pratiquées à Tombouctou et Kidal (29% respectivement 19% dans chacune d'elles).

Tableau 9. Avoir été affecté par des membres de famille d'une des manières suivantes par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Destruction ou fermeture de leurs affaires	5	9	4	6	27	54	37	65	12	15
Perte d'emploi	6	7	5	6	27	55	26	51	11	14
Abandon de maison pour d'autres lieux reste Mali	6	9	5	9	20	54	23	34	13	13
Changer d'occupation à cause du conflit	4	5	2	6	24	44	34	65	7	12
Témoin d blessures ou tueries	1	6	3	8	18	41	41	57	9	11
Intimidation ou menace	1	7	2	6	21	47	43	47	8	11
Prendre en charge des déplacés	3	3	3	5	11	35	9	29	14	9
Domage sur leur propriété	4	5	1	5	13	30	7	21	13	8
Abandon de maison pour d'autres lieux au Nord	1	0	1	2	8	31	15	54	6	6
Expulsion de leur maison	2	3	2	4	9	22	7	29	6	6
Destruction de leur maison	3	2	1	4	7	27	7	31	8	6
Agression physique	2	4	2	3	7	29	6	29	5	6
Mort	5	5	1	3	8	16	8	26	4	6
Punition selon la charia	1	1	1	1	14	23	14	21	5	5
Abandon de maison pour d'autres lieux hors Mali	2	1	0	1	5	24	10	46	4	5
Tortures	1	3	2	2	7	19	5	19	4	4
Harcèlement sexuel/viol	1	1	0	1	4	13	5	16	3	3
Emprisonnement	0	1	1	1	3	14	4	13	2	2

Sur les 17 formes d'affectation personnelle, un répondant a déclaré les avoir toutes subies tandis que personne n'a subi à la fois les 13, 14, 15 et 16 formes. Il y a au total 18.5% des personnes interrogées qui ont subi au moins une des formes d'affectation personnelle des événements d'occupation et de conflit du Nord.

Tableau 10. Nombre de fois affecté personnellement (en %)

	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
0	1847	81.5	81.5
1	175	7.7	89.2
2	74	3.2	92.4
3	31	1.4	93.8
4	34	1.5	95.3
5	20	.9	96.2
6	30	1.3	97.5
7	17	.7	98.3
8	18	.8	99.1
9	11	.5	99.5
10	3	.1	99.7
11	3	.1	99.8
12	3	.1	99.9
17	1	.1	100.0
Total	2267	100.0	

Quand il s'agit des membres de famille, les répondants citent de 1 à 18 façons d'avoir été affectés par le conflit sur les 25.4% de personnes affectées d'une manière ou d'une autre. Ici, on dénombre jusqu'à 7 répondants le nombre de personnes déclarant avoir eu des membres de famille affectés par 17 ou 18 formes possibles d'affectation chacune, soit quand même 2% des personnes affectées à travers des membres de famille.

Tableau 11. Nombre de fois affecté à travers membre de famille (en %)

	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
0	1692	74.6	74.6
1	85	3.8	78.4
2	87	3.8	82.2
3	92	4.0	86.3
4	29	1.3	87.6
5	35	1.6	89.1
6	44	1.9	91.0
7	42	1.9	92.9
8	38	1.7	94.6
9	23	1.0	95.6
10	19	.8	96.4
11	24	1.1	97.5
12	14	.6	98.1
13	5	.2	98.3
14	11	.5	98.8
15	11	.5	99.3
16	2	.1	99.4
17	7	.3	99.7
18	7	.3	100.0
Total	2267	100.0	

2.4. La violence en politique

En décembre 2012, l'enquête Afrobaromètre avait révélé que 28% des sondés trouvaient nécessaire de faire usage de la violence pour une bonne cause, ce qui constituait le taux le plus élevé de tous les rounds précédents dont celui de 2005 où ce taux n'était que 15%. Ce résultat faisait suite à l'occupation des deux tiers du territoire national par les groupes armés islamistes et rebelles. Un an plus tard, ce taux est redescendu à 24%, taux qu'il avait atteint en 2002, année d'élection de ATT à la magistrature suprême sous fond de contestations des résultats proclamés. Le taux de 28% en 2012 avait été essentiellement induit par Ségou (52%) et Koulikoro (35%), les mêmes régions qui sont pour beaucoup dans la baisse du taux pour 9% respectivement 16% dans les 24% de 2013. Ces deux régions constitueraient de hauts lieux d'empoignade politique entre candidats aux élections.

Tableau 12. Il est parfois nécessaire de faire usage de la violence pour une bonne cause (en %)

	2000	2002	2005	2012	2013
Région					
Kayes	5	9	14	26	30
Koulikoro	28	34	8	35	16
Sikasso	16	7	20	22	34
Ségou	20	36	16	52	9
Mopti	38	30	17	9	24
Tombouctou	28	29	12		22
Gao	24	19	2		16
Kidal	25	2	21		52
Bamako	11	28	20	19	25
Age					
18 - 24 ans	22	32	14	28	30
25 - 34 ans	21	28	15	28	26
35 - 44 ans	23	22	15	30	24
45 - 54 ans	21	18	16	26	22
55 - 64 ans	23	19	22	24	16
65 - 74 ans	17	27	9	21	21
75 ans et plus	20	16	6	41	15
Education					
Sans	17	21	15	28	22
Informel	26	28	13	26	21
Primaire	23	23	15	32	23
Secondaire	23	31	19	22	34
Supérieur	39	25	17	27	39
Total	21	24	15	28	24

Sur l'ensemble des rounds observés, la nécessité de recourir à la violence en politique est davantage perçue par les jeunes et les personnes de niveaux secondaire et supérieur d'éducation. En 2012, cela n'est pas absolument vérifié où l'on ne perçoit aucun effet, genre ou éducationnel, significatif. En 2013, la corrélation positive avec l'éducation et négative avec l'âge s'observe à nouveau. La prévalence de 24% de cette année-là est essentiellement portée par les moins de 25 ans, les intellectuels de niveau supérieur et cela principalement dans les régions de Kidal, Sikasso et Kayes.

A la question précise de savoir si la violence était inévitable en politique, un malien sur cinq le pense vraiment, cette fois sans véritable effet âge ni éducation. Il est curieux que les répondants des zones jadis occupées le pensent beaucoup moins que ceux des zones

non occupées, 14% contre 21%. Les régions les plus liées à l'idée que la violence est inévitable en politique sont Kayes (37%), Bamako (31%) et Gao (28%). Cela contraste nettement avec les régions de Ségou (10%), Tombouctou (12%) et Koulikoro (14%). Pour Ségou et Koulikoro, cela est une inversion de tendance par rapport aux résultats, une année auparavant.

Tableau 13. Tant qu'il s'agit de politique, la violence est inévitable (en %)

	2013
Région	
Kayes	37
Koulikoro	14
Sikasso	15
Ségou	10
Mopti	19
Tombouctou	12
Gao	28
Kidal	22
Bamako	31
Age	
18 - 24 ans	19
25 - 34 ans	22
35 - 44 ans	21
45 - 54 ans	21
55 - 64 ans	16
65 - 74 ans	22
75 ans et plus	13
Education	
Sans	21
Informel	20
Primaire	20
Secondaire	18
Supérieur	23
Statut d'occupation	
Non occupée	21
Occupée	14
Total	20

3. Comment s'en sortir

Au-delà de la stabilisation du Mali, le retour à une paix durable se pose avec acuité vu la violence des derniers évènements et la résurgence des conflits armés dans le septentrion. Ce qui pose le problème de la gouvernance et des conditions structurelles à satisfaire pour résoudre le conflit tout en allant à ses racines. Aussi, importe-t-il de scruter l'opinion des maliens quant à la probabilité qu'une n^{ème} signature d'accord soit la base d'une paix durable au Mali.

3.1. Problématique de la gouvernance

En 2013 comme en 2012, il avait été demandé aux personnes enquêtées de dire comment sortir d'un régime élu mais corrompu et incompetent. Cette question est devenue de nos jours une préoccupation majeure de tous ceux qui s'intéressent aux pays en transition de la dictature à la démocratie ou de la négation des droits humains à la liberté ou aux pays qui sortent d'une grave crise sociopolitique comme le Mali où en 2012 un coup d'Etat militaire a renversé le pouvoir élu de ATT mais visiblement incapable de faire face aux nouveaux défis de sécurité, d'unité nationale et de défense de la patrie. Les manifestants d'Egypte et de Tunisie ont encore porté plus haut cette question qui finalement relève de la volonté des peuples à se prendre en charge eux-mêmes face à des régimes qui ont perdu toute légitimité, laquelle légitimité semble pourtant les avoir hissé hier au pouvoir.

Tableau 14a. Comment sortir d'un régime élu mais corrompu et incompétent (en %) – 2013

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Elections	35	44	51	35	59	64	38	22	48	45
Respect de la constitution	40	33	28	50	25	15	40	61	25	34
Démission du gouvernement	9	9	9	6	4	14	9	4	11	8
Révolution	9	8	3	5	6	4	1	5	7	6
Grève générale	6	3	1	1	4	4	4	4	4	3
Coups d'Etat militaires	1	3	7	2	1		1		2	3
Autres			1	1	1		7		3	1
NSP								4		

Les deux principales options avancées par les répondants restent les élections et le respect de la constitution, cela quel que soit le round d'enquête, 2012 comme 2013. Les régions les plus attachées au processus électoral en 2013 restent Tombouctou (64% des répondants) et Mopti (59%). En 2012, on dénombrait plutôt Kayes (61%) et Mopti (55%). Entre ces deux années, il faut noter que deux options ont perdu de leur importance aux yeux des maliens. Ce sont la grève générale (6% en 2012 contre 3% en 2013) et les coups d'Etat militaires (7% contre 3%).

Tableau 14b. Comment sortir d'un régime élu mais corrompu et incompétent (en %) – 2012

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Bamako	Total
Elections	61	48	47	40	55	38	48
Respect de la constitution	17	27	13	17	18	35	21
Démission du gouvernement	5	7	13	8	4	9	8
Révolution	4	4	8	11	7	2	6
Grève générale		6	9	9	4	6	6
Coups d'Etat militaires	10	3	6	10	9	5	7
Autres	3	2	1	4	0	1	2
NSP		3	2	1	2	5	2

3.2. Options de résolution du conflit

Au-delà de la crise sécuritaire et de l'occupation d'une portion deux fois plus grande que ce qui restait du Mali, la guerre a éclaté en janvier 2013. Aussi, la question "Par quelles voies peut-on sortir de la crise actuelle" de 2012 a-t-elle été remplacée en 2013 par celle-ci "Combien les options suivantes peuvent-elles aider à résoudre le conflit". En 2013, les options de réponses privilégiées vont d'un Etat fort au développement des régions du Nord en passant par l'éducation et la nécessité de rendre justice à tous ceux qui auront été impliqués. Les choix portaient par contre, en 2012, sur le dialogue entre l'Etat et les groupes armés, la guerre contre les groupes armés du Nord avec ou sans l'appui de la CEDEAO et finalement seulement un Etat fort.

Tableau 15a. Combien les options suivantes peuvent-elles aider à résoudre le conflit (en %) – 2012

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Bamako	Total
Etat fort	9	13	11	3	21	18	12
Rendre justice à tous les gens impliqués			1		1	2	1
Education civique	2	3			3	3	2
Dialogue entre Etat et groupes armés	43	20	29	36	30	18	29
Sécession des régions du Nord			1	2			
Guerre avec l'appui de la CEDEAO	13	8	14	11	18	15	13
Guerre armée malienne vs groupes armés du Nord	26	30	25	38	12	15	25
Concertations	1	15	6	1	1	9	6
Elections	1	4	5	2	1	10	4
Prières		2	6	6	6	5	4
NSP	3	3	2	2	4	4	3

Il est curieux de constater que Gao et Kidal soient les régions les moins favorables au dialogue entre l'Etat et les groupes armés (35% respectivement 38% contre une moyenne nationale de 61% avec 70% à Tombouctou). Ces deux régions sont aussi les plus en faveur d'un Etat fort (100% chacune) et du développement des régions du Nord (99% respectivement 100%). La sécession des régions du Nord est portée comme option par les régions de Kayes (16%), Mopti (13%) et Sikasso (12%) contre 4% à Tombouctou, 2% à Gao et 0% à Kidal. Comment comprendre ces résultats quand on sait que l'autonomie et

l'indépendance sont les maîtres mots des groupes rebelles du Nord, la sécession étant plutôt prônée par les régions apparemment les moins affectées directement par le conflit, Kayes et Sikasso. Ces régions perçoivent-elles en les interventions multiformes dans le Nord comme signe de leur abandon par les pouvoirs publics et leurs partenaires, empêtrées pourtant elles aussi dans de sérieux problèmes de développement économique et social avec d'ailleurs Sikasso constamment classé comme étant la région la plus pauvre du pays.

Tableau 15b. Combien les options suivantes peuvent-elles aider à résoudre le conflit (en %) – 2013

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Etat fort	93	95	91	96	94	99	100	100	96	95
Rendre justice à tous les gens impliqués	85	89	91	95	94	84	98	97	80	89
Education civique	83	83	90	96	92	80	99	96	71	86
Développement des régions du Nord	69	60	80	77	87	90	99	100	68	76
Dialogue entre Etat et groupes armés	59	56	73	64	72	70	35	38	43	61
Sécession des régions du Nord	16	9	12	7	13	4	2		8	10

3.3. Chances de paix

La récurrence des mouvements rebelles et terroristes au Nord fait douter de l'avènement d'une paix durable dans ce septentrion et donc dans tout le pays. Aussi, ne sont-ils que 65% des personnes interrogées à croire que la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et les rebelles du Nord soit probablement la base d'une paix durable au Mali, à raison de 34% de peu probable et de 31% de très probable, pourcentages qui ne dépendent pas significativement du statut de zones occupées ou non par les forces jihadistes et rebelles. On le croit encore moins à Gao (51% dont seulement 18% de très probable) mais encore plus à Mopti (72% dont 49% de très probable)

Tableau 16. Probabilité qu'une signature d'accord soit la base d'une paix durable au Mali (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Pas du tout probable	32	16	23	25	18	22	41	30	26	24
Pas très probable	13	15	10	15	10	11	8	3	7	11
Peu probable	22	49	34	35	23	25	33	42	40	34
Très probable	33	20	32	23	49	42	18	25	26	31
NSP				1						

Ces perceptions d'une paix durable semblent diminuer avec le niveau d'éducation plus nettement si l'on ne retient que la seule option "très probable". Plus on est instruit, plus on est sceptique vis-à-vis des accords de paix qui de toutes les façons ont été signés chaque fois qu'un conflit a éclaté sans jamais parvenir à y mettre fin un jour.

Tableau 17. Probabilité qu'une signature d'accord soit la base d'une paix durable par éducation (en %)

	Sans	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Pas du tout probable	19	26	23	36	24	24
Pas très probable	14	6	14	9	13	11
Peu probable	35	33	33	31	45	34
Très probable	32	34	30	24	18	31
NSP		1				

Conclusions

Pour rendre justice, les populations des zones hier sous occupation jihadiste ou rebelle doivent être prioritairement écoutées. De même, ou qu'elles se trouvent, les personnes qui ont été affectées, personnellement et/ou à travers des membres de leurs familles, ne peuvent être ignorées. Au contraire, elles doivent être identifiées et ciblées par la réconciliation nationale, sinon, il y a risque que ces populations ne perçoivent le reste de la société comme étant indifférent à leur sort voire comme étant complice tacite de leurs agresseurs.

Aussi bien en matière de gouvernance institutionnelle que de résolution du conflit voire de la crise récurrente du Nord, la demande populaire est à l'organisation d'élections libres, transparentes et honnêtes, sans possibilité de falsification des résultats sortis des urnes. Au regard des résultats de cette enquête, cela semble avoir été expérimenté lors des dernières élections présidentielles de juillet-août 2013, élections ayant porté IBK au pouvoir sans contestation d'aucune sorte et cela pour la première fois depuis l'avènement de la démocratie au Mali au début des années 90.

Il faut ajouter que cette même demande populaire est également au maintien et à l'approfondissement de la confiance des populations en leur classe dirigeante, toute chose ne pouvant se faire que par la satisfaction des besoins essentiels desdites populations, notamment dans les domaines de la justice, du développement et de la sécurité.